

F. 83 — 631

11 AVRIL 1983. — Loi portant
des dispositions fiscales et budgétaires (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — Mesures fiscales

Article 1er. Sont confirmés avec effet à partir du premier exercice d'imposition pour lequel ils sont applicables :

1° l'arrêté royal n° 10 du 15 février 1982 modifiant le Code des impôts sur les revenus en matière de versements anticipés;

2° l'arrêté royal n° 29 du 30 mars 1982 modifiant le Code des impôts sur les revenus en matière de taxation des revenus de remplacement;

3° l'arrêté royal n° 44 du 5 mai 1982 modifiant le Code des impôts sur les revenus en matière d'imposition collective des époux.

Art. 2. A l'article 10, § 1er, du Code des impôts sur les revenus, modifié par la loi du 8 août 1980, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1er, le montant de « 80 000 francs » est remplacé par « 120 000 francs »;

2° à l'alinéa 2, les mots « Quand l'ensemble des revenus nets des différentes catégories visées à l'article 6 n'excèdent pas 1 200 000 francs » sont supprimés, et à la fin du même alinéa, sont ajoutés les mots : « et pour autant que ce calcul donne un montant supérieur à celui qui résulte de l'application de l'alinéa 1er »;

3° dans le dernier alinéa, les mots « d'une de ces limites » sont remplacés par les mots « de la limite de 950 000 francs » et les mots « sur la limite en cause » par les mots « sur cette limite ».

Art. 3. Dans le Titre II, chapitre II, section IV, sous-section IV, du même Code, l'intitulé Ebis et l'article 62bis, insérés par la loi du 5 janvier 1976 et modifiés par l'arrêté royal n° 29 du 30 mars 1982, sont abrogés.

Art. 4. Dans le Titre II, chapitre II, section IV, sous-section IV, du même Code, l'intitulé G et l'article 64, modifié par la loi du 8 août 1980, sont abrogés.

Art. 5. L'article 73 du même Code, modifié par les lois des 8 août 1980 et 2 juillet 1981, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 73. Les revenus imposables des époux sont cumulés, quel que soit le régime matrimonial adopté.

• Les revenus imposables des enfants sont cumulés avec ceux des parents lorsque ces derniers ont la jouissance légale des revenus de leurs enfants.

• La cotisation est établie au nom des deux conjoints. »

(1) Session 1982-1983.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 486/1. — Amendements, n° 486/2 à 15. — Avis du Conseil d'Etat, n° 486/16. — Rapport, n° 486, 17. — Amendements, n° 486/18 à 22. — Rapport supplémentaire, n° 486/23.

Annales parlementaires. — Discussion. Séances des 15, 16 et 17 février 1983. — Adoption. Séances des 17 et 21 février 1983.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 431/1. — Rapport, n° 431/2. — Amendements, n° 431/3 à 11.

Annales parlementaires. — Discussion. Séances des 28 et 29 mars 1983. — Adoption. Séance du 29 mars 1983.

N. 83 — 631

11 APRIL 1983. — Wet houdende
fiscale en begrotingsbepalingen (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

EERSTE HOOFDSTUK. — Fiscale maatregelen

Artikel 1. Met gevolg vanaf het eerste aanslagjaar waarop zij van toepassing zijn, zijn bekrachtigd :

1° het koninklijk besluit nr. 10 van 15 februari 1982 tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen inzake voorafbetalingen;

2° het koninklijk besluit nr. 29 van 30 maart 1982 tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen inzake het belastingen van de vervangingsinkomsten;

3° het koninklijk besluit nr. 44 van 5 mei 1982 tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen inzake de gezamenlijke belasting van echtgenoten.

Art. 2. In artikel 10, § 1, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1980, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt het bedrag van « 80 000 frank » vervangen door « 120 000 frank »;

2° het tweede lid wordt door de volgende bepaling vervangen : « De verhoging van de aftrek voor de andere personen ten laste dan de echtgenoot wordt vastgesteld op grond van het maximum aantal kinderen dat de belastingplichtige op 1 januari van enig vorig jaar te zijnen laste heeft gehad, voor zover hij evenwel nog hetzelfde woonhuis betreft en die berekening een hoger bedrag oplevert dan uit de toepassing van het eerste lid volgt ».

3° in het laatste lid worden de woorden « van de grenzen » vervangen door de woorden « van de grens van 950 000 frank ».

Art. 3. In Titel II, hoofdstuk II, afdeling IV, onderafdeling IV, van hetzelfde Wetboek worden het opschrift Ebis en artikel 62bis, ingevoegd bij de wet van 5 januari 1976 en gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 29 van 30 maart 1982, opgeheven.

Art. 4. In Titel II, hoofdstuk II, afdeling IV, onderafdeling IV, van hetzelfde Wetboek worden het opschrift G en artikel 64, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1980, opgeheven.

Art. 5. Artikel 73 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 8 augustus 1980 en 2 juli 1981, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 73. De belastbare inkomsten van de echtgenoten worden samengevoegd, ongeacht het aangenomen huwelijksvermogensstelsel.

• De belastbare inkomsten van de kinderen worden samengevoegd met die van de ouders wanneer laatstgenoemden het wettelijk genot van de inkomsten van hun kinderen hebben.

• De aanslag wordt op naam van beide echtgenoten gevestigd. »

(1) Zitting 1982-1983.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp van wet, nr. 486/1. — Amendementen, nrs. 486/2 tot 15. — Advies van de Raad van State, nr. 486/16. — Verslag, nr. 486/17. — Amendementen, nrs. 486/18 tot 22. — Aanvullend verslag, nr. 486/23.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking. Vergaderingen van 15, 16 en 17 februari 1983. — Aanneming. Vergaderingen van 17 en 21 februari 1983.

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp overgezonden door de Kamer van Volksvertegenwoordigers, nr. 431/1. — Verslag, nr. 431/2. — Amendementen, nrs. 431/3 tot 11.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking. Vergaderingen van 28 en 29 maart 1983. — Aanneming. Vergadering van 29 maart 1983.

Art. 6. L'article 74 du même Code, modifié par les lois des 8 août 1980, 2 juillet 1981 et l'arrêté royal du n° 44 du 5 mai 1982, est abrogé.

Art. 7. Dans l'article 75, § 1er, du même Code, modifié par la loi du 8 août 1980, les mots « Par dérogation aux articles 73 et 74 » sont remplacés par les mots « Par dérogation à l'article 73 ».

Art. 8. L'intitulé de la sous-section première de la section première du chapitre III, du Titre II du même Code est remplacé par l'intitulé suivant :

« Tarif d'imposition et minimum imposable. »

Art. 9. A l'article 77 du même Code, la deuxième phrase est abrogée.

Art. 10. Il est inséré dans le Titre II, chapitre III, section Ière, du même Code, après l'article 79, une sous-section Ibis, intitulée : « Réduction en faveur des conjoints ».

Art. 11. L'article 80 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Article 80. § 1er. Sauf en cas d'application de l'article 75, § 1er, les conjoints obtiennent une réduction d'impôt selon les règles ci-après :

» 1° lorsque le revenu imposable n'excède pas 750 000 francs :

» a) et qu'un seul des conjoints bénéficie de revenus professionnels, le taux de l'impôt est déterminé en ne prenant en compte que les septante-quatre centièmes du revenu imposable;

» b), et que les deux conjoints bénéficient de revenus professionnels, soit qu'ils exercent ou ont exercé une activité professionnelle distincte, soit qu'une quote-part des revenus professionnels de l'un des conjoints est attribuée à l'autre conjoint en application de l'article 63, les revenus professionnels de celui des conjoints qui en a le moins sont taxés au taux afférent à ces seuls revenus, sans que la réduction qui en résulte puisse être inférieure à celle que donnerait l'application de la règle prévue au a),

» 2° lorsque le revenu imposable excède 750 000 francs sans excéder 1 500 000 francs : le taux de l'impôt, applicable à la première tranche de 750 000 francs du revenu imposable, est déterminé en ne prenant compte que les quatre-vingt-sept centièmes de 750 000 francs.

» Dans cette éventualité, la réduction pour les conjoints ne peut cependant pas être inférieure à celle que donnerait, suivant le cas, l'application du a) ou du b) du 1°, diminuée des vingt centièmes de l'excédent du revenu imposable par rapport à 750 000 francs;

» 3° lorsque le revenu imposable excède 1 500 000 francs : la réduction est fixée uniformément à 4 618 francs, sans qu'elle puisse être inférieure à celle que donnerait l'application du 2°, alinéa 1er, diminuée des dix centièmes de l'excédent du revenu imposable par rapport à 1 500 000 francs.

» § 2. En cas d'application du 2°, alinéa 1er, ou du 3° du § 1er, il est accordé, aux conjoints qui bénéficient tous deux de revenus professionnels, une réduction complémentaire correspondant à la différence entre l'impôt de base afférent au revenu imposable et l'impôt de base afférent à ce même revenu diminué de 56 000 francs, cette déduction étant, le cas échéant, limitée au montant net des revenus professionnels de celui des conjoints qui en a le moins. »

Art. 12. L'article 81 du même Code, modifié par les lois des 8 août 1980 et 10 février 1981, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 81. § 1er. Sur l'impôt calculé conformément aux articles 77, 78 et 80, il est accordé les réductions suivantes aux contribuables en raison des enfants qu'ils ont à leur charge :

» 1° un enfant : 7,5 p.c. avec un minimum de 6 000 francs et un maximum de 8 000 francs;

» 2° deux enfants : 20 p.c. avec un minimum de 14 625 francs et un maximum de 19 500 francs;

» 3° trois enfants : 35 p.c. avec un minimum de 33 000 francs et un maximum de 44 000 francs;

» 4° quatre enfants : 55 p.c. avec un minimum de 67 500 francs et un maximum de 90 000 francs. »

Art. 6. Artikel 74 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 8 augustus 1980, 2 juli 1981 en bij het koninklijk besluit nr. 44 van 5 mei 1982, wordt opgeheven.

Art. 7. In artikel 75, § 1, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1980, worden de woorden « In afwijking van de artikelen 73 en 74 » vervangen door de woorden « In afwijking van artikel 73 ».

Art. 8. Het opschrift van onderafdeling I van afdeling I van hoofdstuk III van Titel II van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door het volgende opschrift :

« Belastingtarief en belastbaar minimum ».

Art. 9. In artikel 77 van hetzelfde Wetboek wordt de tweede zin opgeheven.

Art. 10. In Titel II, hoofdstuk III, afdeling I, van hetzelfde Wetboek wordt, na artikel 79, een onderafdeling Ibis ingevoegd met als opschrift : « Vermindering ten gunste van de echtgenoten ».

Art. 11. Artikel 80 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 80. § 1. Behalve wanneer artikel 75, § 1, wordt toegepast, verkrijgen de echtgenoten een vermindering van de belasting volgens de hiernavolgende regels :

» 1° wanneer het belastbaar inkomen niet hoger is dan 750 000 frank :

» a) en slechts één van de echtgenoten bedrijfsinkomsten heeft, wordt de aanslagvoet bepaald door slechts vierenzeventig hondersten van het belastbaar inkomen in aanmerking te nemen;

» b) en beide echtgenoten bedrijfsinkomsten hebben, hetzij omdat zij een afzonderlijke beroepswerkzaamheid uitoefenen of hebben uitgeoefend, hetzij omdat een gedeelte van de bedrijfsinkomsten van één van de echtgenoten aan de andere echtgenoot wordt toegekend bij toepassing van artikel 63, worden de bedrijfsinkomsten van die echtgenoot die er het minst heeft, belast tegen de aanslagvoet eigen aan die inkomsten alleen, maar de eruit volgende vermindering mag niet lager zijn dan die welke uit de toepassing van de in a) bedoelde regel zou volgen;

» 2° wanneer het belastbaar inkomen hoger is dan 750 000 frank zonder 1 500 000 frank te overtreffen, wordt de aanslagvoet die van toepassing is op de eerste schijf van 750 000 frank bepaald door slechts zevententachtig hondersten van 750 000 frank in aanmerking te nemen.

» In dit geval mag de vermindering voor de echtgenoten evenwel niet lager zijn dan die welke zou volgen uit de toepassing, naar gelang van het geval, van a) of van b) van 1°, verminderd met twintig hondersten van het verschil tussen het belastbaar inkomen en 750 000 frank;

» 3° wanneer het belastbaar inkomen hoger is dan 1 500 000 frank, wordt de vermindering eenvormig vastgesteld op 4 618 frank, maar zij mag niet lager zijn dan die welke uit de toepassing van 2°, eerste lid, zou volgen, verminderd met tien hondersten van het verschil tussen het belastbaar inkomen en 1 500 000 frank.

» § 2. In geval 2°, eerste lid, of 3° van § 1 wordt toegepast, wordt aan de echtgenoten die beiden bedrijfsinkomsten behalen, een aanvullende vermindering verleend die overeenstemt met het verschil tussen de basisbelasting op het belastbaar inkomen en de basisbelasting op datzelfde, met 56 000 frank verlaagd inkomen, waarbij die aftrek desgevallend wordt beperkt tot het nettobedrag van de bedrijfsinkomsten van de echtgenoot die er het minst heeft. »

Art. 12. Artikel 81 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 8 augustus 1980 en 10 februari 1981, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 81. § 1. Op de belasting berekend overeenkomstig de artikelen 77, 78 en 80, worden aan de belastingplichtigen de volgende verminderingen verleend voor de kinderen die zij ten laste hebben :

» 1° één kind : 7,5 pct. met een minimum van 6 000 frank en een maximum van 8 000 frank;

» 2° twee kinderen : 20 pct. met een minimum van 14 625 frank en een maximum van 19 500 frank;

» 3° drie kinderen : 35 pct. met een minimum van 33 000 frank en een maximum van 44 000 frank;

» 4° vier kinderen : 55 pct. met een minimum van 67 500 frank en een maximum van 90 000 frank. »

» 5° cinq enfants : 75 p.c. avec un minimum de 108 000 francs et un maximum de 144 000 francs;

» 6° six enfants : 95 p.c. avec un minimum de 148 500 francs et un maximum de 198 000 francs;

» 7° plus de six enfants : 198 000 francs majorés de 54 000 francs par enfant au-delà du sixième.

» L'enfant qui est atteint d'un handicap visé au § 3, 1°, est compté pour deux.

» § 2. Une réduction de 4 618 francs est accordée :

» 1° aux contribuables, en raison de chaque personne visée à l'article 82, § 1er, 3° à 5°, qu'ils ont à leur charge;

» 2° aux veufs et veuves, non remariés, ainsi qu'aux pères et mères célibataires, lorsqu'ils ont un ou plusieurs enfants à leur charge;

» 3° en cas de mariage ou de dissolution du mariage par décès, dans le courant de l'année, aux contribuables dont le conjoint n'a pas bénéficié personnellement, pendant l'année du mariage ou de la dissolution du mariage, de ressources d'un montant net supérieur à 30 000 francs.

» § 3. Une réduction de 8 000 francs est accordée :

» 1° aux contribuables qui sont atteints à 66 p.c. au moins d'une insuffisance ou diminution de capacité physique ou mentale du chef d'une ou de plusieurs affections, cette réduction s'ajoutant, le cas échéant pour chacun des conjoints, à celle qui résulte de l'application de l'article 80;

» 2° aux contribuables qui ont à leur charge une ou plusieurs personnes visées à l'article 82, § 1er, 3° à 5°, et atteintes d'un handicap visé au 1°, cette réduction de 8 000 francs pour chacune de ces personnes s'ajoutant à la réduction de 4 618 francs prévue au § 2, 1°, du présent article.

» § 4. Une réduction de 1 200 francs est accordée aux contribuables qui ne bénéficient d'aucune réduction résultant de l'application de l'article 80 et dont le revenu imposable n'excède pas 400 000 francs.

Art. 13. A l'article 82 du même Code, modifié par les lois des 22 décembre 1977, 8 août 1980 et 10 février 1981, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1er, 1° est abrogé;

2° le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Les enfants dont tous les revenus imposables sont cumulés avec ceux de leurs parents sont considérés comme étant à charge de ces derniers, quelle que soit l'importance de leurs revenus »;

3° les §§ 3, 4 et 6 sont abrogés.

Art. 14. L'article 85, alinéa 2, du même Code, modifié par la loi du 5 janvier 1976, est complété comme suit : « quand ces ressources sont constituées par des rémunérations ou profits visés à l'article 20, 2°, a, ou 3°, les dépenses et charges déductibles sont au minimum de 10 000 francs ».

Art. 15. A l'article 87bis du même Code, inséré par l'arrêté royal n° 29 du 30 mars 1982, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 2, les mots « Sur l'impôt calculé conformément aux articles 77 à 79 et 81 à 87 » sont remplacés par les mots « Sur l'impôt calculé conformément aux articles 77 à 87 » et les mots « diminué de l'abattement prévu à l'article 62bis » sont remplacés deux fois par les mots « diminué de 10 000 francs »;

2° dans le § 3, les mots « et ce, même en cas d'application de l'article 73, § 3 » sont supprimés;

3° il est ajouté un § 5 rédigé comme suit :

« § 5. Lorsque le revenu imposable est constitué exclusivement par des revenus visés au § 1er, 1° ou 2°, ou au § 1er, 3°, aucun impôt n'est dû si ces revenus n'excèdent pas le montant maximum visé respectivement au 1° et au 2° du § 2. »

Art. 16. Il est inséré dans le Titre II, chapitre III, section 1ère, sous-section IV, du même Code, un article 87ter, rédigé comme suit :

« Article 87ter. Les revenus exonérés en vertu de conventions internationales préventives de la double imposition sont pris en considération pour la détermination de l'impôt, mais celui-ci est réduit proportionnellement à la partie des revenus exonérés dans le total des revenus. »

» 5° vijf kinderen : 75 pct. met een minimum van 108 000 frank en een maximum van 144 000 frank;

» 6° zes kinderen : 95 pct. met een minimum van 148 500 frank en een maximum van 198 000 frank;

» 7° meer dan zes kinderen : 198 000 frank vermeerderd met 54 000 frank per kind boven het zesde.

» Het kind met een handicap als bedoeld in § 3, 1°, wordt voor twee gerekend.

» § 2. Een vermindering van 4 618 frank wordt verleend :

» 1° aan de belastingplichtigen, voor iedere in artikel 82, § 1, 3° tot 5° bedoelde persoon die zij ten laste hebben;

» 2° aan de niet-hertrouwde weduwnaars of weduwen alsook aan een niet-gehuwde ouder, wanneer zij één of meer kinderen ten laste hebben;

» 3° bij huwelijk of bij ontbinding van het huwelijk door overlijden, in de loop van het jaar, aan de belastingplichtigen wier echtgenoot tijdens het jaar van het huwelijk of van de ontbinding ervan persoonlijk geen bestaansmiddelen heeft gehad die meer dan 30 000 frank netto bedragen.

» § 3. Een vermindering van 8 000 frank wordt verleend :

» 1° aan belastingplichtigen die voor ten minste 66 pct. getroffen zijn door ontoereikendheid of vermindering van lichamelijke of geestelijke geschiktheid wegens een of meer aandoeningen, waarbij deze vermindering, desgevallend voor iedere echtgenoot, wordt gevoegd bij die welke volgt uit de toepassing van artikel 80;

» 2° aan belastingplichtigen die één of meer in artikel 82, § 1, 3° tot 5°, bedoelde personen ten laste hebben welke zijn getroffen door een in 1° bedoelde handicap, waarbij die vermindering van 8 000 frank voor ieder van die personen wordt gevoegd bij de vermindering van 4 618 frank, bedoeld in § 2, 1°, van dit artikel.

» § 4. Een vermindering van 1 200 frank wordt verleend aan belastingplichtigen die geen enkele uit de toepassing van artikel 80 volgende vermindering genieten en van wie het belastbaar inkomen niet hoger is dan 400 000 frank.

Art. 13. In artikel 82 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 22 december 1977, 8 augustus 1980 en 10 februari 1981, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1, 1°, wordt opgeheven;

2° § 2 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. De kinderen van wie alle belastbare inkomsten worden samengevoegd met die van hun ouders, worden ten laste van dezen beschouwd, ongeacht de omvang van hun inkomsten »;

3° de §§ 3, 4 en 6 worden opgeheven.

Art. 14. Artikel 85, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 5 januari 1976, wordt aangevuld als volgt : « wanneer die bestaansmiddelen bestaan uit bezoldigingen of baten als bedoeld in artikel 20, 2°, a, of 3°, bedragen de aftrekbare uitgaven en lasten ten minste 10 000 frank ».

Art. 15. In artikel 87bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 29, van 30 maart 1982, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2 worden de woorden « Op de belasting berekend overeenkomstig de artikelen 77 tot 79 en 81 tot 87 » vervangen door de woorden « op de belasting berekend overeenkomstig de artikelen 77 tot 87 » en de woorden « verminderd met de in artikel 62bis bedoelde aftrek » worden tweemaal vervangen door de woorden « verminderd met 10 000 frank »;

2° in § 3 worden de woorden « zelfs indien artikel 73, § 3, van toepassing is » geschrapt;

3° er wordt een § 5 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 5. Wanneer het belastbaar inkomen uitsluitend bestaat uit in § 1, 1° of 2°, of in § 1, 3°, bedoelde inkomsten, is geen belasting verschuldigd wanneer die inkomsten niet meer bedragen het maximumbedrag respectievelijk bedoeld in het 1° en het 2° van § 2. »

Art. 16. In Titel II, hoofdstuk III, afdeling I, onder afdeling IV, van hetzelfde Wetboek, wordt een artikel 87ter ingevoegd luidend als volgt :

« Art. 87ter. De inkomsten die zijn vrijgesteld krachtens internationale overeenkomsten ter voorkoming van dubbele belasting worden in rekening gebracht voor het bepalen van de belasting, maar deze wordt verminderd in evenredigheid met het gedeelte van de inkomsten die zijn vrijgesteld in het geheel van de inkomsten. »

Art. 17. L'article 94, alinéa 2, d, du même Code, modifié par les lois des 3 novembre 1976 et 20 juin 1978, est complété par les mots « et la Compagnie belge pour le Financement de l'Industrie ».

Art. 18. L'article 109, 3°, du même Code, modifié par la loi du 5 janvier 1976, est abrogé.

Art. 19. Dans l'article 162, § 1er, 3°, alinéa 2, du même Code, modifié par la loi du 8 août 1980, les mots « l'article 82, § 3, n'étant pas applicable en l'occurrence » sont remplacés par les mots « y compris le conjoint ».

Art. 20. Dans le Titre VI, chapitre II, du même Code, la section VIII et l'article 205 du même Code, insérés par la loi du 25 juin 1973 et modifiés par la loi du 3 novembre 1976 et par l'arrêté royal n° 10 du 15 février 1982, sont abrogés.

Art. 21. L'article 211 du même Code, abrogé par la loi du 3 novembre 1976 est rétabli dans la rédaction suivante :

« Article 211. § 1er. Les impositions au précompte immobilier qui sont afférentes à un revenu cadastral inférieur à 600 francs par article de la matrice cadastrale ne sont pas portées au rôle.

» Sauf s'il s'agit de précomptes mobiliers, ou de précomptes professionnels, les impositions à l'impôt des personnes physiques, à l'impôt des sociétés, à l'impôt des personnes morales et à l'impôt des non-résidents, ne sont pas portées au rôle lorsque leur montant, après imputation des précomptes, versements anticipés et autres éléments, n'atteint pas 100 francs.

» Pour déterminer si la limite de 100 francs est atteinte, il est tenu compte des taxes additionnelles prévues à l'article 353.

» § 2. Dans le chef des contribuables soumis à l'impôt des personnes physiques, l'excédent éventuel des précomptes mobiliers, réels ou fictifs, visés aux articles 191, 1°, b, 2° et 3°, et 193, des précomptes professionnels visés aux articles 180 à 184 et des versements anticipés visés aux articles 89 à 91 et 93bis, est imputé, s'il y a lieu, sur les taxes additionnelles à l'impôt des personnes physiques et le surplus est restitué pour autant qu'il atteigne 100 francs.

» Dans le chef des contribuables soumis à l'impôt des sociétés conformément aux articles 98 à 102, l'excédent éventuel des précomptes mobiliers, réels ou fictifs, visés à l'article 191, 1°, b, et 2° à 6°, et des versements anticipés visés aux articles 89 à 91 et 129 est imputé, s'il y a lieu, sur les cotisations spéciales établies en exécution des articles, 116, 120 et 132, et le surplus est restitué pour autant qu'il atteigne 100 francs.

» Dans le chef des contribuables soumis à l'impôt des non-résidents, conformément aux articles 148, alinéa 1er, 149 et 150, alinéa 2 :

» 1° les alinéas 1er et 2 du présent paragraphe s'appliquent respectivement à l'impôt calculé conformément au 1° ou au 2° de l'article 152;

» 2° la cotisation spéciale visée à l'article 208bis est assimilée, pour l'application du présent article, à un versement anticipé, pour autant qu'elle se rapporte à un bien affecté à l'exercice d'une activité professionnelle portant sur l'achat ou la construction et la vente ou la location d'immeubles. »

Art. 22. L'article 259 du même Code est complété par l'alinéa suivant :

« Lorsque le contribuable a introduit une réclamation conformément aux articles 267 à 274, dans le délai de trois ans prévu à l'alinéa 1er, ce délai est prolongé d'une période égale à celle qui s'étend entre la date de l'introduction de la réclamation et celle de la décision du directeur ou du fonctionnaire délégué sans que cette prolongation puisse être supérieure à douze mois. »

Art. 23. Dans l'article 277, § 4, du même Code, inséré par la loi du 3 novembre 1976, les mots « visés aux articles 89 à 91 » sont remplacés par les mots « visés aux articles 89 à 91 et 93bis ».

Art. 17. Artikel 94, tweede lid, d, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 3 november 1976 en 20 juni 1978, wordt aangevuld met de woorden « en de Belgische Maatschappij voor de Financiering van de Nijverheid ».

Art. 18. Artikel 109, 3°, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 5 januari 1976, wordt opgeheven.

Art. 19. In artikel 162, § 1, 3°, tweede lid van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1980, worden de woorden « waarbij artikel 82, § 3, niet van toepassing is » vervangen door de woorden « met inbegrip van de echtgenoot ».

Art. 20. In Titel VI, hoofdstuk II, van hetzelfde Wetboek, worden afdeling VIII en artikel 205 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 25 juni 1973, en gewijzigd bij de wet van 3 november 1976 en bij het koninklijk besluit nr. 10 van 15 februari 1982, opgeheven.

Art. 21. Artikel 211 van hetzelfde Wetboek, opgeheven door de wet van 3 november 1976, wordt opnieuw opgenomen in de volgende lezing :

« Artikel 211. § 1. Aanslagen in de onroerende voorheffing die betrekking hebben op een kadastraal inkomen van minder dan 600 frank per artikel van de kadastrale legger worden niet ten koiere gebracht.

» Behalve als zij roerende voorheffingen of bedrijfsvoorheffingen betreffen, worden aanslagen in de personenbelasting, in de vennootschapsbelasting, in de rechtspersonenbelasting en in de belasting der niet-verblijfhouders, niet ten koiere gebracht wanneer zij, na verrekening van de voorheffingen, voorafbetalingen en andere bestanddelen, geen 100 frank bedragen.

» Om te bepalen of de grens van 100 frank is bereikt, wordt rekening gehouden met de aanvullende belastingen vermeld in artikel 353.

» § 2. Bij belastingplichtigen die aan de personenbelasting zijn onderworpen, wordt het eventuele overschot van de in artikelen 191, 1°, b, 2° en 3°, en 193 bedoelde werkelijke of fictieve roerende voorheffingen, van de in de artikelen 180 tot 184 bedoelde bedrijfsvoorheffingen en van de in de artikelen 89 tot 91 en 93bis bedoelde voorafbetalingen desvoorkomend verrekend met de aanvullende belastingen op de personenbelasting, en wordt het saldo teruggegeven indien het ten minste 100 frank bedraagt.

» Bij belastingplichtigen die ingevolge de artikelen 98 tot 102 aan de vennootschapsbelasting zijn onderworpen, wordt het eventuele overschot van de in artikel 191, 1°, b, en 2° tot 6°, bedoelde werkelijke of fictieve roerende voorheffingen en van de in de artikelen 89 tot 91 en 129 bedoelde voorafbetalingen desvoorkomend verrekend met de bijzondere aanslagen gevestigd ingevolge de artikelen 116, 120 en 132, en wordt het saldo teruggegeven indien het ten minst 100 frank bedraagt.

» Bij belastingplichtigen die ingevolge de artikelen 148, eerste lid, 149 en 150, tweede lid, aan de belasting der niet-verblijfhouders zijn onderworpen :

» 1° zijn het eerste en het tweede lid van deze paragraaf onderscheidenlijk van toepassing op de belasting berekend volgens 1° of 2° van artikel 152;

» 2° wordt de bijzondere aanslag ingevolge artikel 208bis voor de toepassing van dit artikel met een voorafbetaling gelijkgesteld, mits die aanslag betrekking heeft op een goed dat werd gebruikt voor het uitoefenen van een beroepswerkzaamheid die bestaat in het aankopen of bouwen en het verkopen of verhuren van onroerende goederen. »

Art. 22. Artikel 259 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met het volgende lid :

« Wanneer de belastingplichtige binnen de in het eerste lid bedoelde termijn van drie jaar, overeenkomstig de artikelen 267 tot 274 een bezwaarschrift heeft ingediend, wordt die termijn verlengd met een tijdperk dat gelijk is aan de tijd die is verlopen tussen de datum van het indienen van het bezwaarschrift en die van de beslissing van de directeur of de gedelegeerde ambtenaar, zonder dat die verlenging meer dan twaalf maanden mag bedragen ».

Art. 23. In artikel 277, § 4, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 3 november 1976, worden de woorden « in de artikelen 89 en 91 » vervangen door de woorden « in de artikelen 89 tot 91 en 93bis ».

Art. 24. A l'article 353 du même Code, modifié par la loi du 22 décembre 1977, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le premier tiret, les mots « visés aux articles 89 à 91 » sont remplacés par les mots « visés aux articles 89 à 91 et 93bis »;

2° dans le deuxième tiret, les mots « ou des bonifications prévues à l'article 93bis » sont insérés entre les mots « aux articles 89 à 91 » et les mots « ainsi que des accroissements d'impôt ».

Art. 25. L'administration des contributions est tenue de faire en sorte que la situation fiscale des contribuables soit examinée au moins une fois tous les trois ans.

Art. 26. Sont confirmés avec effet à la date de leur entrée en vigueur :

1° l'arrêté royal du 19 juillet 1978 modifiant le régime fiscal du tabac, à l'exception des articles 1er, 3 et 4;

2° l'arrêté royal du 27 juin 1980 modifiant les arrêtés royaux n° 19 et 20 du 20 juillet 1970 pris en exécution du Code de la taxe sur la valeur ajoutée, à l'exception de l'article 1er;

3° l'arrêté royal du 26 septembre 1980 modifiant l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970, fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux;

4° l'arrêté royal du 29 septembre 1980 modifiant l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970, fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux;

5° l'arrêté royal du 10 novembre 1980 instaurant une taxe spéciale sur les produits de luxe, à l'exception des articles 6 et 7;

6° l'arrêté royal du 19 juin 1981 modifiant l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970, fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux;

7° l'arrêté royal du 29 juillet 1981 modifiant l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970, fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux;

8° l'arrêté royal du 11 août 1981 modifiant l'arrêté royal du 10 novembre 1980, instaurant une taxe spéciale sur les produits de luxe, et le Règlement général sur les taxes assimilées au timbre;

9° l'arrêté royal du 12 mars 1982 modifiant le régime fiscal du tabac, à l'exception des articles 1er et 3;

10° l'arrêté royal du 29 septembre 1982 modifiant l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux;

11° l'arrêté royal du 16 novembre 1982 modifiant l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970, fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux.

Art. 27. Le Titre II, chapitre VI, du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, abrogé par la loi du 27 juin 1972, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Chapitre VI. — Taxe de circulation complémentaire »

« Art. 12. § 1er. Les voitures, voitures mixtes et minibus dont le moteur est alimenté, même partiellement ou temporairement, au gaz de pétrole liquéfié ou aux autres hydrocarbures gazeux liquéfiés, sont soumis à une taxe de circulation complémentaire s'élevant respectivement à 3 600 F, 6 000 F ou 8 400 F, selon que la puissance imposable ne dépasse pas 7 CV, atteint 8 CV sans dépasser 13 CV ou est supérieure à 13 CV.

« § 2. Cette taxe de circulation complémentaire est réglée par les dispositions qui sont applicables à la taxe de circulation, à l'exclusion toutefois des dispositions de l'article 5, § 1er, 3°, 4°, 6° et 8°, et des articles 11, 15 et 42, § 2.

« Art. 13. Exemption totale ou partielle de la taxe de circulation complémentaire est accordée :

Art. 24. In artikel 353 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 22 december 1977, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de eerste gedachtenstreep worden de woorden « in de artikelen 89 tot 91 » vervangen door de woorden « in de artikelen 89 tot 91 en 93bis »;

2° in de tweede gedachtenstreep worden tussen de woorden « zijn gedaan » en « en van de belastingverhogingen » de woorden « of van de in artikel 93bis bedoelde bonificaties » ingevoegd.

Art. 25. De administratie van de directe belastingen dient er zorg voor te dragen dat de fiscale toestand van de belastingplichtige tenminste eenmaal om de drie jaar wordt onderzocht.

Art. 26. Met gevolg vanaf de dag van hun inwerkingtreding, zijn bekrachtigd :

1° het koninklijk besluit van 19 juli 1978 tot wijziging van het fiscaal stelsel van tabak, met uitzondering van de artikelen 1, 3 en 4;

2° het koninklijk besluit van 27 juni 1980 tot wijziging van de koninklijke besluiten nrs. 19 en 20 van 20 juli 1970, genomen ter uitvoering van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, met uitzondering van artikel 1;

3° het koninklijk besluit van 26 september 1980 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970, tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven;

4° het koninklijk besluit van 29 september 1980 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970, tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven;

5° het koninklijk besluit van 10 november 1980 tot invoering van een speciale taks op luxe-producten, met uitzondering van de artikelen 6 en 7;

6° het koninklijk besluit van 19 juni 1981 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven;

7° het koninklijk besluit van 29 juli 1981 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970, tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven;

8° het koninklijk besluit van 11 augustus 1981 tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 november 1980 tot invoering van een speciale taks op luxe-producten en tot wijziging van de Algemene Verordening op de met het zegel gelijkgestelde taksen;

9° het koninklijk besluit van 12 maart 1982 tot wijziging van het fiscaal stelsel van tabak, met uitzondering van de artikelen 1 en 3;

10° het koninklijk besluit van 29 september 1982 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970, tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven;

11° het koninklijk besluit van 16 november 1982 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970, tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven.

Art. 27. Titel II, hoofdstuk VI, van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, opgeheven door de wet van 27 juni 1972, wordt opnieuw opgenomen in de volgende lezing :

« Hoofdstuk VI. — Aanvullende verkeersbelasting »

« Art. 12. § 1. De personenauto's, de auto's voor dubbel gebruik en de minibussen waarvan de motor, zelfs gedeeltelijk of tijdelijk, gedreven wordt met vloeibaar petroleumgas of andere vloeibare koolwaterstofgassen, zijn onderworpen aan een aanvullende verkeersbelasting respectievelijk ten belope van 3 600 F, 6 000 F of 8 400 F, naargelang de belastbare kracht niet hoger is dan 7PK, 8 PK bereikt zonder 13 PK te overschrijden of meer bedraagt dan 13 PK.

« § 2. Deze aanvullende verkeersbelasting wordt geregeld volgens de bepalingen die van toepassing zijn op de verkeersbelasting, met uitzondering echter van de bepalingen van artikel 5, § 1, 3°, 4°, 6° en 8°, en van de artikelen 11, 15 en 42, § 2.

« Art. 13. Gehele of gedeeltelijke vrijstelling van de aanvullende verkeersbelasting wordt toegestaan :

» 1° aux non-résidents lorsque, dans l'Etat de leur résidence, il n'existe pas de taxe analogue ou lorsque les résidents belges en sont exemptés, et dans la mesure de cette exemption;

» 2° aux organismes internationaux, à leurs représentants, fonctionnaires ou membres, dans la mesure où ils bénéficient de l'exemption de la taxe de circulation sur les véhicules automobiles en vertu des privilèges et immunités qui leur sont accordés conformément au droit international.»

Art. 28. A l'article 23 du même Code, dont le texte actuel formera le § 1er, il est ajouté un § 2 et un § 3, rédigés comme suit :

« § 2. Par dérogation aux dispositions du § 1er, la taxe payée pour un véhicule, conformément à l'article 21, est restituée, contre remise du signe distinctif, à concurrence des mois non écoulés si ce véhicule devient imposable conformément à l'article 36ter.

» § 3. La taxe payée pour des camions, tracteurs, remorques et semi-remorques est remboursée au prorata des parcours que ces véhicules effectuent par chemin de fer en transport combiné rail/route, telle que cette notion est définie par l'article 1 de la directive du Conseil des Communautés européennes du 17 février 1975 (n° 75/130/C.E.E.) relative à l'établissement de règles communes pour certains transports combinés rail/route de marchandises entre Etats membres, modifié par les directives du Conseil des 19 décembre 1978 (n° 79/5/C.E.E.) et 28 juillet 1982 (n° 82/603/C.E.E.).

» Le Roi arrête les conditions et modalités d'application du présent paragraphe.»

Art. 29. Les exonérations suivantes sont applicables pour chaque période imposable au titre de laquelle des entreprises bénéficient des avantages prévus à l'article 7 de l'arrêté royal n° 118 du 23 décembre 1982 relatif à la création de zones d'emploi ou à l'article 5 de l'arrêté royal n° 187 du 30 décembre 1982 relatif à la création de centres de coordination :

1° ces entreprises ou centres sont exonérés du précompte immobilier en raison des propriétés foncières bâties et non-bâties ainsi que du matériel et de l'outillage présentant le caractère d'immeubles par nature ou d'immeubles par destination, qu'ils utilisent eux-mêmes pour l'exercice de leur activité professionnelle;

2° ces entreprises ou centres ne sont pas redevables du précompte mobilier en raison de leurs bénéfices distribués aux actions ou parts de capitaux investis, ni en raison des revenus de créances ou prêts ou des produits de la concession de biens mobiliers incorporels dont ils sont débiteurs; pour la détermination de leur montant net imposable dans le chef des bénéficiaires, lesdits revenus et produits sont majorés d'un précompte mobilier fictif égal aux 20/80 du montant net encaissé ou recueilli et, pour l'application des articles 18, 97 et 211 du Code des impôts sur les revenus, ce précompte mobilier fictif est assimilé au précompte mobilier réel visé à l'article 174 du même Code;

3° le droit d'enregistrement proportionnel n'est pas dû en raison des apports et des augmentations du capital statuaire, sans apport nouveau, de ces entreprises ou centres; cette exonération est subordonnée à l'affirmation par les parties, soit dans l'acte d'apport ou d'augmentation de capital, soit dans une déclaration faite au pied de l'acte, signée avant l'enregistrement par les parties ou le notaire, que l'entreprise ou le centre répond aux conditions requises par l'un de ces arrêtés.

Art. 30. La présente loi est applicable :

1° en ce qui concerne les articles 2 à 24, à partir de l'exercice d'imposition 1983;

2° en ce qui concerne l'article 27, à partir du troisième mois qui suit celui de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*;

3° en ce qui concerne l'article 28, à partir de l'exercice d'imposition 1982, en tant que cet article insère un paragraphe 2 dans l'article 23 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus;

4° en ce qui concerne l'article 28, à partir du 1er janvier 1985, en tant que cet article insère un paragraphe 3 dans l'article 23 du même Code.

» 1° aan de niet-verblijfhouders wanneer, in de Staat waar zij verblijf houden, geen soortgelijke belasting bestaat of wanneer de Belgische verblijfhouders daarvan vrijgesteld zijn, en in de mate van die vrijstelling;

» 2° aan de internationale organisaties, aan hun vertegenwoordigers, ambtenaren en leden, in de mate dat zij vrijgesteld zijn van de verkeersbelasting op de autovoertuigen, ingevolge de voorrechten en immuniteiten hun toegestaan overeenkomstig het internationale recht.»

Art. 28. Aan artikel 23 van hetzelfde Wetboek, waarvan de tegenwoordige tekst § 1 zal vormen, worden een § 2 en een § 3 toegevoegd luidend als volgt :

« § 2. In afwijking van de bepalingen van § 1 wordt de belasting betaald voor een voertuig overeenkomstig artikel 21, tegen afgifte van het fiscaal kenteken, terugbetaald naar verhouding van de niet verstreken maanden, indien dit voertuig belastbaar wordt overeenkomstig artikel 36ter.

» § 3. De belasting betaald voor vrachtauto's, tractors, aanhangwagens en opleggers wordt terugbetaald naar rata van de door deze voertuigen per spoor afgelegde afstand in gecombineerd rail/wegvervoer, zoals dat begrip is omschreven in artikel 1 van de richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 17 februari 1975 (nr. 75/130/E.E.G.) houdende vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor bepaalde vormen van gecombineerd rail/wegvervoer van goederen tussen de Lidstaten, gewijzigd door de richtlijnen van de Raad van 19 december 1978 (nr. 79/5/E.E.G.) en 28 juli 1982 (nr. 82/603/E.E.G.).

» De Koning bepaalt de voorwaarden en de toepassingsmodaliteiten van deze paragraaf.»

Art. 29. Voor ieder belastbaar tijdperk waarvoor ondernemingen recht hebben op de voordelen omschreven in artikel 7 van het koninklijk besluit nr. 118 van 23 december 1982 betreffende de oprichting van tewerkstellingszones, of in artikel 5 van het koninklijk besluit nr. 187 van 30 december 1982 betreffende de oprichting van coördinatiecentra, gelden tevens de volgende vrijstellingen :

1° die ondernemingen of centra worden vrijgesteld van onroerende voorheffing met betrekking tot de gebouwde of ongebouwde onroerende goederen, alsmede voor het materieel en de outillering die onroerend zijn van nature of door hun bestemming, die zij zelf gebruiken voor het uitoefenen van hun beroepswerkzaamheid;

2° die ondernemingen of centra zijn geen roerende voorheffing verschuldigd, noch met betrekking tot de winsten uitgekeerd aan de aandelen of deelbewijzen van belegde kapitalen, noch met betrekking tot de inkomsten van schuldvorderingen of leningen of tot opbrengsten van de concessie van immateriële roerende goederen die zij verschuldigd zijn; om het ten name van de verkrijgers belastbare nettobedrag vast te stellen worden die inkomsten en opbrengsten verhoogd met een fictieve roerende voorheffing van 20/80 van het geïncasseerde of verkregen nettobedrag en die fictieve roerende voorheffing wordt, voor de toepassing van de artikelen 18, 97 en 211 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, gelijkgesteld met de werkelijke roerende voorheffing bedoeld in artikel 174 van datzelfde Wetboek;

3° het evenredig registratierecht is niet verschuldigd ter zake van de inbrengen in en de vermeerderingen van het statutair kapitaal zonder nieuwe inbreng, van die ondernemingen of centra; de vrijstelling is afhankelijk van de verklaring van de partijen hetzij in de akte van inbreng of van kapitaalvermeerdering, hetzij in een verklaring ondertekend door de partijen of de notaris voorafgaand aan de registratie, dat de onderneming of het centrum aan de in een van die besluiten gestelde eisen voldoet.

Art. 30. Deze wet is van toepassing :

1° met betrekking tot de artikelen 2 tot 24, met ingang van het aanslagjaar 1983;

2° met betrekking tot artikel 27, met ingang van de derde maand volgend op de maand van de bekendmaking van deze wet in het *Belgisch Staatsblad*;

3° met betrekking tot artikel 28, met ingang van het aanslagjaar 1982, in zover dat artikel een paragraaf 2 invoegt in artikel 23 van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen;

4° met betrekking tot artikel 28, vanaf 1 januari 1985, in zover dat artikel een paragraaf 3 invoegt in artikel 23 van hetzelfde Wetboek.

Par dérogation à l'article 272 du Code des impôts sur les revenus, le contribuable dispose d'un nouveau délai de six mois, prenant cours à la date de publication de la présente loi au *Moniteur belge*, pour présenter une réclamation invoquant les dispositions de l'article 23, § 2, du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus.

CHAPITRE II — Fiscalité communale et d'agglomération

Art. 31. L'article 355, alinéa 2, du Code des impôts sur les revenus, modifié par la loi du 22 décembre 1977, est remplacé par la disposition suivante :

« Ce pourcentage doit être un nombre exempt de fraction, il ne peut excéder 1 p.c. lorsque la taxe est établie par une agglomération. »

Art. 32. L'article 31 est applicable à partir de l'exercice d'imposition 1983.

CHAPITRE III. — Déficits des hôpitaux publics

Art. 33. A l'article 13 de la loi du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux, modifié par les lois des 28 décembre 1973, 5 janvier 1976, 24 décembre 1976 et 22 décembre 1977, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 2 est complété comme suit :

« 6° Les dispositions de ce paragraphe cesseront leurs effets lorsque seront clôturées les opérations relatives aux déficits cumulés avant le 1er janvier 1983 » ;

2° il est inséré un § 2bis rédigé comme suit :

« § 2bis. A partir de l'exercice 1983, les déficits éventuels dans les comptes de gestion des hôpitaux, respectivement des centres publics d'aide sociale, des associations visées à l'article 118 de la loi organique du 8 juillet 1976 relative aux centres publics d'aide sociale et des associations intercommunales comprenant un ou plusieurs centres publics d'aide sociale ou communes sont couverts comme suit :

» 1° Pour la fixation des déficits, toutes les recettes et charges sont prises en considération, sauf les déficits qui résultent :

- » a) d'activités qui ne relèvent pas de l'hôpital;
- » b) d'activités dont il n'est pas tenu compte pour la fixation du prix de journée d'entretien.
- » Le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, détermine pour la fixation des déficits dans quelle mesure il est tenu compte des charges qui résultent de la non-observance des règles et limites fixées pour les différents éléments du prix de la journée d'entretien.
- » Le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions détermine chaque année le montant de ces déficits selon les règles fixées par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres.

» 2° Les déficits ainsi déterminés sont à charge des communes dont le nombre d'habitants admis dans l'hôpital constitue, pour chaque commune séparément, un certain pourcentage du nombre total d'admissions dans cet hôpital.

» Le nombre d'habitants y hospitalisés de l'ensemble de ces communes doit toutefois constituer une certaine fraction du nombre total d'admissions dans l'hôpital concerné.

» Le pourcentage visé à l'alinéa premier est ajusté jusqu'à ce que la fraction visée à l'alinéa précédent soit atteinte.

» Le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, fixe les différents pourcentages ainsi que la fraction dont question ci-dessus.

» 3° L'intervention des communes ainsi désignées dans la partie du déficit correspondant à la fraction visée au 2° est fixée au prorata du nombre de leurs habitants y hospitalisés.

» Le solde de déficit est supporté par la commune dont le centre public d'aide sociale gère l'hôpital. Au cas où l'hôpital relève d'une association intercommunale ou d'une association visée à l'article 118 de la loi organique du 8 juillet 1976 relative aux centres publics d'aide sociale, la partie restante de déficit est supportée par les administrations subordonnées qui composent l'association, au prorata de leur propre part dans l'association.

In afwijking van artikel 272 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen beschikt de belastingplichtige over een nieuwe termijn van zes maanden, die aanvang neemt op de dag van de bekendmaking van deze wet in het *Belgisch Staatsblad*, om een bezwaarschrift in te dienen waarbij de bepalingen van artikel 23, § 2, van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen worden ingeroepen.

HOOFDSTUK II. — Gemeente en agglomeratiefiscaliteit

Art. 31. Artikel 355, tweede lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, gewijzigd bij de wet van 22 december 1977, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Dat percentage moet een getal zonder breukgedeelte zijn; het mag niet hoger liggen dan 1 pct. als de belasting is geheven door een agglomeratie ».

Art. 32. Artikel 31 is van toepassing met ingang van het aanslagjaar 1983.

HOOFDSTUK III. — Tekorten van de openbare ziekenhuizen

Art. 33. In artikel 13 van de wet van 23 december 1963 op de ziekenhuizen, gewijzigd bij de wetten van 28 december 1973, 5 januari 1976, 24 december 1976 en 22 december 1977, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 2 wordt als volgt aangevuld :

« 6° De bepalingen van deze paragraaf houden op uitwerking te hebben als de verrichtingen met betrekking tot de vóór 1 januari 1983 opgelopen tekorten afgesloten zullen zijn » ;

2° er wordt een § 2bis ingevoegd, luidend als volgt :

« § 2bis. Met ingang van het dienstjaar 1983 worden de eventuele tekorten in de beheersrekeningen van ziekenhuizen, respectievelijk van de openbare centra voor maatschappelijke welzijn, van de verenigingen bedoeld in artikel 118 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en van de intercommunale verenigingen bevattende een of meer openbare centra voor maatschappelijk welzijn of gemeenten, als volgt gedekt :

» 1° Bij de vaststelling van de tekorten worden alle ontvangsten en lasten in aanmerking genomen, uitgezonderd de tekorten welke het gevolg zijn van :

- » a) activiteiten die niet tot het ziekenhuiswezen behoren;
- » b) activiteiten waarmede geen rekening wordt gehouden bij het vaststellen van de verpleegdagprijs.

» De Koning bepaalt, bij in Ministerraad overlegd besluit, in welke mate voor de vaststelling van de tekorten wordt rekening gehouden met lasten die het gevolg zijn van de niet-naleving van de regelen en grenzen die worden vastgesteld inzake de onderscheiden elementen van de verpleegdagprijs.

» De Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort, stelt jaarlijks het bedrag van die tekorten vast volgens regelen vastgesteld bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit.

» 2° De aldus vastgestelde tekorten komen ten laste van de gemeenten waarvan het aantal in het ziekenhuis opgenomen inwoners, voor iedere gemeente afzonderlijk, een bepaald percentage uitmaakt van het totaal aantal opnamen in het ziekenhuis.

» Het aantal in het ziekenhuis opgenomen inwoners van al deze gemeenten samen, dient evenwel een bepaald gedeelte te vormen van het totaal aantal opnamen in het betrokken ziekenhuis.

» Het in het eerste lid bedoelde percentage wordt aangepast tot het in het tweede lid bedoelde gedeelte is bereikt.

» De Koning bepaalt bij een in Ministerraad overlegd besluit de verschillende percentages alsook het hierboven bedoelde gedeelte.

» 3° De tussenkomst van de aldus aangeduide gemeenten in het deel van het tekort dat overeenstemt met het in 2° bedoelde gedeelte, wordt bepaald in verhouding tot hun in het ziekenhuis opgenomen aantal inwoners.

» Het resterende gedeelte van het tekort wordt gedragen door de gemeenten wier openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn het ziekenhuis beheert. Ingeval het ziekenhuis afhangt van een intercommunale vereniging of van een vereniging bedoeld in artikel 118 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, wordt het resterende gedeelte van het tekort gedragen door de ondergeschikte besturen die van de vereniging deel uitmaken volgens de onderlinge verhouding van hun aandeel in de vereniging.

• 4° La répartition des déficits entre les différentes communes est fixée par le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions.

• Un extrait de sa décision est communiqué aux administrations subordonnées qui doivent couvrir le déficit et qui gèrent l'hôpital. Sa décision est également portée à la connaissance du Credit communal de Belgique afin de porter d'office ces montants aux comptes des administrations subordonnées intéressées.

• 5° Les communes qui sont intervenues selon les règles précitées récupèrent, en tout ou en partie, le montant de leur intervention, à charge de leur centre public d'aide sociale, pour autant qu'au budget ordinaire approuvé de ce centre n'ait pas été inscrit un subsidie à charge de la commune et ce, pour l'exercice auquel se rapporte le déficit de l'hôpital.

• Dans les 30 jours qui suivent la réception de la notification de la décision de récupération, le centre public d'aide sociale intéressé peut faire connaître ses remarques à la Députation permanente. Celle-ci statue dans les 60 jours après réception. S'il n'est pas statué dans ce délai, les remarques sont censées être fondées.

• 6° Le Roi peut déterminer de quelle façon les communes, qui contribuent au déficit sur la base des règles précitées, participeront, soit séparément, soit en commun, à la gestion de l'hôpital concerné »;

3° le § 4 est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. Le Roi détermine les modalités d'exécution des §§ 2, 2bis et 3. ».

CHAPITRE IV. — *Maintien de la compétitivité*

Art. 34. La norme de compétitivité valable pour 1983 et 1984 est définie comme suit :

a) les coûts du travail par rapport à la moyenne de l'année précédente ne peuvent augmenter en Belgique dans une plus forte mesure que la moyenne pondérée des sept principaux partenaires commerciaux de la Belgique. Le choix de ces partenaires et leur pondération se fera sur base du modèle du Fonds monétaire international pour le commerce mondial. Pour calculer l'évolution des coûts du travail dans les sept pays, la source utilisée sera la Commission des Communautés européennes pour les pays de la C.E.E. et l'O.C.D.E. pour les autres pays;

b) les salaires ne peuvent augmenter au-delà de ce qui résulte de l'application du mécanisme d'indexation prévu dans l'arrêté royal n° 180 du 30 décembre 1982 portant certaines mesures temporaires en matière de modération des rémunérations et des régimes barémiques existants.

Art. 35. § 1er. Le Roi peut prendre pendant la période du 1er janvier 1983 au 31 décembre 1984, par arrêtés délibérés en Conseil des Ministres toutes les mesures utiles en vue d'assurer le respect de la norme de compétitivité définie à l'article 34 :

a) soit, après l'évaluation en fin d'année 1983 ou en fin d'année 1984;

b) soit, en cas de circonstances exceptionnelles compromettant en cours d'année, le respect de ladite norme de compétitivité.

§ 2. Afin d'assurer un équilibre des efforts de toutes les catégories sociales équivalents à tous égards à ceux demandés en application du § 1er, le Roi peut :

a) modifier temporairement les modalités légales ou conventionnelles de la liaison des salaires, des traitements et des allocations sociales des agents des services publics à l'indice des prix à la consommation;

b) :

— soumettre des tarifs de professions libérales à la formule d'indexation visée à l'article 34, b);

— fixer le montant et les modalités d'une cotisation à charge des bénéficiaires de revenus professionnels non liés à l'indice des prix à la consommation.

§ 3. Les mesures prises sous les §§ 1er et 2 devront sauvegarder le pouvoir d'achat des personnes les moins favorisées.

§ 4. Les mesures prises sous les §§ 1er et 2 ne seront arrêtées qu'après concertation avec les représentants des organisations représentatives des travailleurs, des entreprises, des classes moyennes et de l'agriculture.

• 4° De verdeling van de tekorten over de verschillende gemeenten wordt vastgesteld door de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort.

• Een uittreksel van zijn beslissing wordt medegedeeld aan de ondergeschikte besturen die het tekort moeten dragen en die het ziekenhuis beheren. Zijn beslissing wordt eveneens ter kennis gebracht van het Gemeentekrediet van België opdat de bedragen ambtshalve zouden worden geboekt op de rekeningen van de betrokken ondergeschikte besturen.

• 5° De gemeenten die zijn tussen gekomen volgens de hierboven bepaalde regelen, vorderen het bedrag van hun tussenkomst geheel of gedeeltelijk terug, van hun openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn indien op de goedgekeurde gewone begroting van dit centrum geen toelage is ingeschreven ten laste van de gemeente, en dit voor het dienstjaar waarop het ziekenhuis tekort betrekking heeft.

• Binnen 30 dagen na ontvangst van de betekening van de beslissing tot terugvordering kan het betrokken openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn zijn bemerkings laten kennen aan de Bestendige Deputatie. Deze doet binnen 60 dagen na ontvangst ervan uitspraak. Bij ontstentenis van uitspraak binnen deze termijn, worden de bezwaren gegrond geacht.

• 6° De Koning kan bepalen op welke wijze de gemeenten die op grond van bovenstaande regelen in het tekort bijdragen, deelnemen, hetzij afzonderlijk, hetzij gezamenlijk, aan het beheer van het betrokken ziekenhuis »;

3° paragraaf 4 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 4. De Koning bepaalt de modaliteiten van uitvoering van § 2, § 2bis en § 3. »

HOOFDSTUK IV. — *Handhaving van het concurrentievermogen*

Art. 34. De norm inzake concurrentievermogen, geldig voor 1983 en 1984, wordt als volgt bepaald :

a) de arbeidskosten t.o.v. het gemiddelde van het voorgaande jaar mogen in België niet sterker stijgen dan het gewogen gemiddelde van de zeven voornaamste handelspartners van België. De keuze van die partners en hun aandeel zullen bepaald worden volgens het model van het Internationaal Muntfonds voor de wereldhandel. Om de ontwikkeling van de arbeidskosten in de zeven landen te berekenen wordt gebruik gemaakt van de bron van de Commissie der Europese Gemeenschappen voor de E.E.G.-landen en van de O.E.S.O. voor de andere landen;

b) de lonen mogen niet verhogen in een mate die hoger ligt dan hetgeen volgt uit de toepassing van het indexeringsmechanisme voorzien in het koninklijk besluit nr. 180 van 30 december 1982 houdende bepaalde tijdelijke maatregelen inzake loonmatiging en van de bestaande baremieke stelsels.

Art. 35. § 1. De Koning mag gedurende de periode van 1 januari 1983 tot 31 december 1984, bij in Ministerraad overlegde besluiten, alle nuttige maatregelen nemen met het oog op de inachtneming van de norm inzake concurrentievermogen, bepaald in artikel 34 :

a) ofwel na de evaluatie op het einde van het jaar 1983 of op het einde van het jaar 1984;

b) ofwel in uitzonderlijke omstandigheden die in de loop van het jaar de inachtneming van de bedoelde norm inzake concurrentievermogen in het gedrang brengen.

§ 2. Teneinde een evenwicht van de inspanningen van alle sociale categorieën te verzekeren die in alle opzichten gelijkwaardig zijn aan die welke gevraagd worden bij toepassing van § 1, mag de Koning :

a) tijdelijk de wettelijke en conventionele modaliteiten van de koppeling van de lonen, wedden en sociale vergoedingen van het personeel van de openbare diensten aan het indexcijfer der consumptieprijzen wijzigen;

b) :

— tarieven voor vrije beroepen aan de indexeringsformule onderwerpen bedoeld in artikel 34, b);

— het bedrag en de modaliteiten van een bijdrage vaststellen ten laste van de begunstigde van niet aan het indexcijfer der consumptieprijzen gekoppelde bedrijfsinkomens.

§ 3. De onder de §§ 1 en 2 genomen maatregelen moeten de koopkracht van de minstbedeelde personen waarborgen.

§ 4. De onder de §§ 1 en 2 genomen maatregelen zullen niet eerder worden genomen dan na overleg met de vertegenwoordigers van de representatieve organisaties van de werknemers, van de ondernemingen, van middenstand en van landbouw.

§ 5. L'habilitation donnée au Roi en vertu des §§ 1er et 2 du présent article prend fin le 31 décembre 1984. Néanmoins, les mesures que le Roi est appelé à prendre sur base de cette habilitation pourront encore être d'application après la date du 31 décembre 1984.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Motril — Espagne, le 11 avril 1983.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Premier Ministre,

W. MARTENS

Le Ministre des Finances,

W. DE CLERCQ

Le Ministre de l'Intérieur,

Ch.-F. NOTHOMB

Le Ministre des Affaires économiques,

M. EYSKENS

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

M. HANSENNE

Le Ministre des Affaires Sociales,

J.-L. DEHAENE

Vu et scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

J. GOL

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

F. 83 — 632

18 FEVRIER 1983. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 20 décembre 1972 relatif aux compteurs de gaz

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Traité instituant la Communauté économique européenne, signé à Rome le 25 mars 1957 et approuvé par la loi du 2 décembre 1957;

Vu la loi du 16 juin 1970 sur les unités, étalons et instruments de mesure, et en particulier son article 15, § 2;

Vu l'arrêté royal du 20 décembre 1972 relatif aux compteurs de gaz, tel qu'il a été modifié et adapté par les arrêtés royaux des 9 septembre 1974, 6 janvier 1975 et 13 août 1979;

Considérant que la directive 82/623/C.E.E. de la Commission du 1er juillet 1982 portant troisième adaptation au progrès technique de la directive 71/318/C.E.E. du Conseil des Communautés européennes du 26 juillet 1971 concernant le rapprochement des législations des Etats Membres relatives aux compteurs de volume de gaz, adaptée une première fois par la directive 74/331/C.E.E. de la Commission du 12 juin 1974 et une deuxième fois par la directive 78/365/C.E.E. de la Commission du 31 mars 1978, entraîne la nécessité de l'adaptation des dispositions du règlement annexé à l'arrêté royal cité ci-devant;

Vu l'urgence;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, alinéa 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

§ 5. De aan de Koning opgedragen bevoegdheid, op basis van §§ 1 en 2 van dit artikel, neemt een einde op 31 december 1984. Niettemin kunnen de door de Koning op basis van deze bevoegdheid vast te stellen maatregelen, ook na 31 december 1984 gelding hebben.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Motril — Spanje, 11 april 1983.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Eerste Minister,

W. MARTENS

De Minister van Financiën,

W. DE CLERCQ

De Minister van Binnenlandse Zaken,

Ch.-F. NOTHOMB

De Minister van Economische Zaken,

M. EYSKENS

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

M. HANSENNE

De Minister van Sociale Zaken,

J.-L. DEHAENE

Gezien en met 's Lands zegel gezegd :

De Minister van Justitie,

J. GOL

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 83 — 632

18 FEBRUARI 1983. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 december 1971 betreffende de gasmeters

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap, ondertekend te Rome op 25 maart 1957 en goedgekeurd door de wet van 2 december 1957;

Gelet op de wet van 16 juni 1970 betreffende de meeteenheden, de meetstandaarden en de meetwerktuigen, en inzonderheid het artikel 15, § 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 december 1972 betreffende de gasmeters, zoals dit werd gewijzigd en aangepast door de koninklijke besluiten van 9 september 1974, 6 januari 1975 en 13 augustus 1979;

Overwegende dat de richtlijn 82/623/E.E.G. van de Commissie van 1 juli 1982 houdende derde aanpassing aan de vooruitgang van de techniek van richtlijn 71/318/E.E.G. van de Raad der Europese Gemeenschappen van 26 juli 1971 betreffende de onderlinge aanpassing van de wetgevingen van de Lidstaten inzake gasmeters, die een eerste maal werd aangepast door de richtlijn 74/331/E.E.G. van de Commissie van 12 juni 1974 en een tweede maal werd aangepast door de richtlijn 78/365/E.E.G. van de Commissie van 31 maart 1978, voor gevolg heeft dat het bij het vorenvermeld koninklijk besluit gevoegd reglement dient aangepast te worden;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op de wetten van de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, alinea 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;